

# La République

Quotidien d'information générale - Série III n° 1034 Prix : 2000 Fc

Directeur de Publication : Jacques Famba

Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : larepublique@nyota.net, [www.nyota.net](http://www.nyota.net)

Récépissé n°MIN/CM/LMO/053/2015

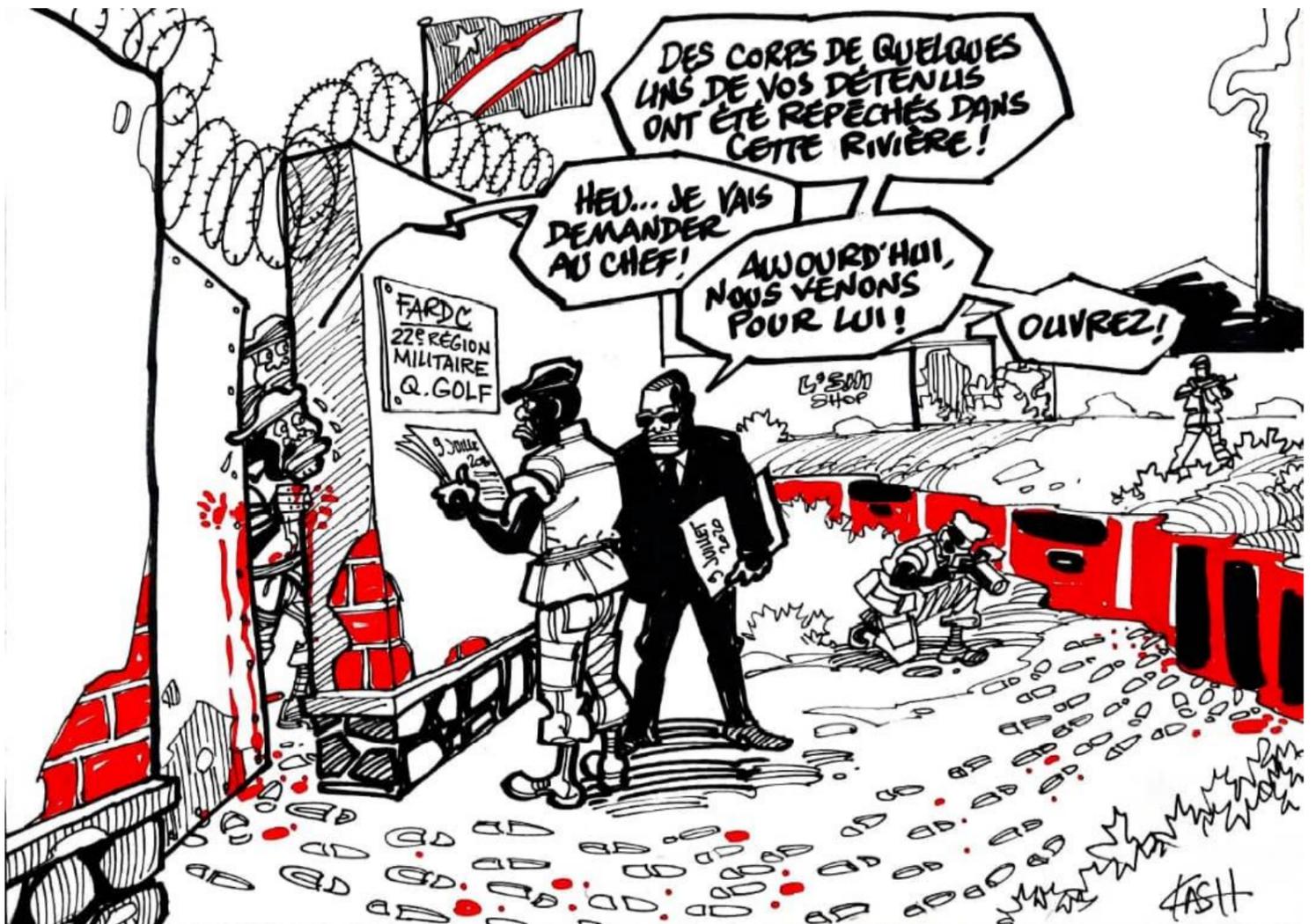
# Combattants de l'UDPS tués:

(Lire en page 12)

## Human Rights Watch accuse

Ça commence mal

**Basile  
Olongo  
quitte  
le FCC  
pour  
(Lire en page 2)  
embrasser  
Félix  
Tshisekedi**



*Les pétroliers ont eu gain de cause*

## Carburant: les nouveaux prix à la pompe!

(Lire en page 3)

**Danger public :  
les wewas  
comme  
une horde  
des  
(Lire en page 7)  
hors-la-loi !**

## MAZEMBE

**Jackson** (Lire en page 11)  
**Muleka signe  
pour 4 ans  
au Standard**

Réformes électorales

# Agenda unique pour le G-13 et la société civile



Les signataires de l'appel du 11 juillet 2020 pour un consensus sur les réformes électorales ont échangé mardi 11 août, avec le Cadre de concertation nationale de la société civile de la RDC.

A l'issue de cet entretien, les deux parties ont opté d'œuvrer ensemble afin de baliser la voie pour des élections apaisées en 2023.

« La société civile et le groupe de 13 personnalités se sont accordés sur la nécessité d'œuvrer ensemble en faveur d'un consensus visant la mise en train des réformes électorales majeures devant conduire à la restructuration de la CENI, la révision de la loi électorale et par voie de conséquence de certaines dispositions constitutionnelles relatives aux élections », peut-on lire dans le

communiqué final.

Ils ont soulevé la nécessité de renforcer la communication en vue de permettre aux communautés de bien cerner la démarche du groupe de 13 personnalités, qui insistent qu'ils « ne visent pas l'accès au pouvoir par un dialogue ».

Ainsi, la société civile s'est engagée à alimenter par les éléments issus de ses consultations internes (Jeunesse, femmes, confessions religieuses, syndicats et corporations...) les projets des lois visant la réforme électorale.

Par ailleurs, le groupe de 13 personnalités et le Cadre de concertation nationale de la société civile annoncent qu'une réunion technique se tiendra dans un bref délai pour permettre aux 2 parties de convenir sur une feuille de route commune en vue d'un agenda citoyen commun pour les réformes électorales et une gouvernance participative en faveur du peuple.

Il sied de rappeler que les signataires de l'appel du 11

juillet 2020 ont déjà échangé avec les chefs religieux membres de la Commission d'intégrité et de Médiation Electorale (CIME), l'équipe sortante de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), le président de la République, le Premier Ministre, la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) ainsi que le leader du Mouvement de Libération du Congo (MLC) Jean-Pierre Bemba.

Les réformes proposées par ce groupe visent notamment le retour à deux tours de la présidentielle, la révision de la loi électorale et la loi organique portant organisation et fonctionnement de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI).

Dans leur cahier des charges, les 13 personnalités ont également soulevé l'urgence de procéder au recensement administratif de la population afin de réduire le coût excessif de l'enrôlement des électeurs.

Ouragan FM /LR

## Le ministre de l'Intérieur à la clôture de la 10ème Commission mixte RDC-Zambie à Lubumbashi

Le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, sécurité et affaires coutumières, Gilbert Kankonde Malamba, s'est envolé jeudi, à bord d'un vol spécial, à destination de Lubumbashi, chef-lieu de la province du Haut-Katanga, pour participer aux assises de la 10ème session de la Commission permanente mixte, défense et sécurité entre la RDC et la Zambie.

En début de semaine, une équipe mixte d'experts issus des différents ministères, étaient par-

tis de Kinshasa pour participer à ces assises aux côtés de leurs frères de la République de la Zambie.

Cette dernière avait occupé pendant plus de quatre mois deux localités frontalières congolaises qu'elle a dû quitter grâce à la médiation de la SADC (Communauté de développement des Etats de l'Afrique australe), ainsi que par la voie du dialogue pacifique prôné par le Président de la RDC, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

ACP

Ça commence mal

## Basile Olongo quitte le FCC pour embrasser Félix Tshisekedi

Il n'y a pas un sans deux, dit une sagesse. Tout a commencé avec le professeur Tshibangu Kalala qui a le plus officiellement du monde, claqué la porte du Front commun pour le Congo (FCC). A la suite de cette émancipation d'esprit, vient de s'inscrire la décision de Basile Olongo, ancien vice-ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Bruno Tshibala. L'homme vient de quitter officiellement le Front commun pour le Congo (FCC), annonçant sa décision de soutenir désormais la vision du chef de l'Etat, Félix Antoine Tshisekedi.

Le plus important à re-

tenir est que cette deuxième défection risque de se solder par une série d'autres au regard des afflictions subies et cachées par d'autres cadres au sein de la famille politique FCC.

Le courage de Basile Olongo ne manquera certainement pas de faire tâche d'huile car les frustrations sont couvées depuis des lustres, sans que les concernés aient le moindre courage de s'éloigner de la barque. Sale temps pour le FCC, déjà en déliquescence sur l'échiquier politique national, en raison notamment de l'écart de vues avec les autres forces sociales : partis politiques et société civile.

LR

Grace à la démarche syndicaliste

## Bientôt du pain pour l'enseignant congolais

Le Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo a échangé, mardi à la Cité de l'Union africaine, avec une délégation mixte composée des représentants du gouvernement, du Service de contrôle de la paie des enseignants (SECOPE) et de l'Intersyndicale des enseignants du Congo, notamment le SYECO et le SYNECAT sur l'amélioration des conditions de travail et de vie des enseignants en République Démocratique du Congo.

Selon le ministre d'Etat, ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique, Willy Bakonga qui avait à ses côtés son vice-ministre, ils ont

débatu avec le Chef de l'Etat des questions relatives aux fichiers de nouvelles unités, à la retraite, à la transposition des grades et à la mutuelle de santé des enseignants.

Il a fait savoir que le Chef de l'Etat a donné des instructions claires et nettes pour trouver des solutions idoines immédiates sur l'ensemble de ces questions.

« Une autre question importante qui a soulevé d'intenses discussions est celle relative à la paie des enseignants, étant donné qu'il existe des enseignants qui, jusque-là sont impayés (environ 132 mille), pour tant figurant dans les fichiers », a encore dit le ministre Bakonga,

ajoutant qu'à ce propos, des instructions strictes ont, une fois de plus, été données par le Chef de l'Etat pour que cette question trouve des solutions.

Pour Willy Bakonga, le gouvernement, le SECOPE et l'Intersyndicale des enseignants sont obligés de regarder dans la même direction, « car le Président de la République met un point d'honneur en ce qui concerne les conditions de travail et la vie des enseignants ».

« Le gouvernement a de sérieux problèmes de trésorerie procédant de la pandémie de COVID-19, mais ce qui est important, c'est la volonté affichée par le Président de la Républi-

que pour sortir l'enseignant congolais de sa torpeur actuelle », a signifié le ministre de l'EPST

Mme Cécile Tshiyombo du SYECO s'est, quant à elle, dite satisfaite du fait qu'ils ont été reçus par le Chef de l'Etat et lui ont posé directement les problèmes des enseignants, ce qui, a-t-elle dit, était une exigence de ces derniers.

« Avec le Chef de l'Etat, nous avons eu à faire un tour d'horizon du protocole d'accord qui a été signé entre le monde syndical des enseignants et la partie gouvernementale le 18 décembre 2019 », a dit la syndicaliste Cécile Tshiyombo.

Selon cette dernière, l'intersyndicale avait insisté à cette occasion pour que l'enquête qui a été ordonnée par le Conseil des ministres sur la problématique de la SECOPE ait lieu et qu'à l'issue de celle-ci, les enseignants/nouvelles unités soient réellement prises en charge.

ACP/LR

**La République**  
2, Avenue des Entreprises,  
Immeuble Sema, Gare centrale,  
Kinshasa-Gombe

**Directeur de Publication**  
Jacques Famba

**Coordonnateur de la Rédaction**  
Boendy Bo Lokanga  
+243999199410

**Collaborateurs**  
Boendy BL  
Gaston Liande  
**Rédaction**  
Enquête et Reportage  
Boendy BL  
Jacques Famba  
0990307709  
**Secrétaire de rédaction**  
Benoit Mutshipayi  
**Secrétaire de rédaction**  
PAO  
Abedi Salumu

**Direction Commerciale et Financière**  
Dominique Lumumba  
0815011886, 0997440728

**Lubumbashi**  
Freddy Tshijika  
Jean L. Mwamba

**Distribution**  
Bertin Sefu  
Senga Jean-Victor

**Vente**  
-

**Images**  
Dieudonné Kanyinda  
Bram's



Victime de spoliation**L'ex-Onatra en justice pour récupérer son patrimoine immobilier**

Le ministre a.i de la Justice et garde des sceaux, Bernard Takaishe, a exprimé devant l'intersyndicale des travailleurs de la Société commerciale des transports et des ports (SCTP) ex ONATRA, sa détermination de remettre cette société dans ses droits, par rapport aux spoliations de leurs biens immobiliers, au cours d'un échange mercredi, dans son cabinet de travail.

Selon le ministre, un espace réservé à la SCTP, dans la commune de Lingwala aurait été spolié et qu'il va consulter ses collègues de différents secteurs agissant dans ce domaine, à savoir les ministères des Transports, de Portefeuille, de l'Urbanisme et habitat et des Affaires foncières pour qu'une solution soit trouvée sur cette question. Il a, en outre, indiqué qu'une réunion sera convoquée pour traiter cette

question et lever des options quant à ce.

Le ministre a souligné que le gouvernement ne peut pas accepter la spoliation des biens de l'État, avant de confirmer qu'il est déterminé à œuvrer pour la récupération de tous les biens de l'État. Il a, à cette occasion confirmé que la spoliation des biens de l'État reste son combat pour matérialiser la philosophie du Chef de l'État, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Pour le ministre, tout bien de l'État mal acquis sera récupéré pour l'intérêt du peuple congolais. Le ministre a encouragé ceux qui sont sensés dire le droit de le faire dans les termes appropriés. Le président de l'intersyndicale des travailleurs de la SCTP, Armand Osase, a salué la promesse tenue par le ministre de la Justice et garde des sceaux pour pallier à cette situation. ACP

Lutte contre la covid-19**L'OMS offre des équipements sanitaires au laboratoire vétérinaire central de Kinshasa**

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) offre des équipements sanitaires adaptés au laboratoire vétérinaire central de Kinshasa, pour contribuer à améliorer le fonctionnement de la riposte contre la pandémie de la COVID-19 en RDC avec les autres secteurs impliqués dans la gestion des menaces de santé publique.

Dans son mot de circonstance, la directrice générale du Laboratoire vétérinaire central, Julienne Nsumbu, a insisté sur l'appropriation de ses équipements pour parvenir à la sécurité en matière de santé et favoriser une réponse efficace à la riposte contre la COVID-19 en RDC. Le laboratoire vétérinaire central est d'une importance capitale dans le dispositif sanitaire des urgences de santé publique en RDC. C'est la raison pour laquelle l'OMS a porté son choix sur ce laboratoire avec des équipements nécessaires quant à ce.

Ces équipements, note-t-on, serviront à diagnostiquer les malades de Kinshasa tout comme la population environnante vu que cette maladie présente près de 80 % des patients asymptomatiques. Le secteur de santé animal va satisfaire les besoins énormes de diagnostic.

Les équipements de l'OMS contribuent à matérialiser les efforts de riposte, tels que la surveillance, la prise en charge, le diagnostic, la prévention des infections, le dépistage des cas et la recherche des contacts. La cérémonie de remise de ces matériels s'est déroulée en présence du directeur de cabinet du ministre de Pêche et Élevage, du représentant de l'OMS/RDC, du représentant du Secrétaire technique de la riposte contre la COVID-19, de la directrice générale du Laboratoire vétérinaire central et de l'incident manager de la riposte dans le secteur animal. ACP

**Ilunga Ilunkamba attendu à Kenge ce samedi 15 août**

Vivement, le premier ministre, chef du Gouvernement, Sylvestre Ilunga Ilunkamba, est attendu, ce samedi 15 août, à Kenge dans la province de Kwango.

D'après l'annonce faite ce jeudi 13 août par le coordonnateur du cadre de concertation provinciale, Lucien Lufutu, dans les antennes de la radio Top Congo, cette descente du chef de l'Exécutif s'inscrit dans le cadre du "lancement des travaux de construction des routes de desserte agricole" dans ce coin de la République.

A lui de poursuivre : « Plusieurs dispositions sont prises tant au niveau du gouvernement provincial qu'au niveau du cadre de concertation de la Société civile ». A l'en croire, cette venue, messianique, du premier ministre se veut un ouf de soulagement, soit une réponse aux attentes de la Société civile. « Bien avant le début du programme de 100 jours, nous avons écrit au chef de l'Etat », a expliqué Lucien Lufutu, avant d'ajouter : « Nous nous sommes déplacés avec un mémo dans lequel nous avons expliqué que le Kwango ne pouvait pas aller de l'avant sans les routes de



desserte agricole. Cela a retenu sûrement l'attention des autorités ».

Par ailleurs, le coordonnateur du cadre de concertation provinciale a indiqué que la grande production de la province du Kwango ne se consomme que dans le Kwango-profond, et cela n'atteint pas Kenge, moins encore la ville province de Kinshasa suite au mauvais état de la voirie.

Cyprien INDI

**Le travail de la CPI est loin d'être fini en RDC**

(Suite de la page 3)

autorités nationales risquent de combler prochainement, malgré les évolutions importantes constatées dans les enquêtes et poursuites judiciaires portant sur les crimes graves en RD Congo. Ces 15 dernières années, les tribunaux militaires congolais ont pris en charge un nombre croissant de dossiers impliquant des crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Il n'en demeure pas moins que la grande majorité des atrocités commises en RD Congo restent impunies et que les procédures nationales continuent à révéler les défaillances du système judiciaire du pays. Un des problèmes est que ces affaires sont jugées presque exclusivement par des tribunaux militaires, ce qui soulève de sérieuses inquiétudes quant à leur indépendance et leur impartialité s'ils doivent poursuivre des officiers haut gradés. L'équité de ces procès est également mise en doute, étant donné l'absence de mécanisme d'appel dans le cas de certains tribunaux militaires.

Dans ce contexte, le Bureau pourrait jouer un rôle plus conséquent et plus stratégique pour appuyer les efforts nationaux visant à traduire les criminels en justice. La Cour n'est certes pas une organisation de développement, mais ses responsables peuvent partager leur expertise et catalyser l'assistance au renforcement de compétences et d'autres initiatives nécessaires proposées par d'autres partenaires internationaux. Le fait que le Bureau ait indiqué qu'il prévoyait de renforcer ses efforts en ce sens est positif.

Dans un récent communiqué sur l'escalade de la violence dans l'Ituri, la Procureure déclarait que son bureau :

intensifier[ait] ses contacts avec les autorités congolaises pour renforcer le travail déjà initié en vue de cartographier les incidents relevant potentiellement de la compétence de la CPI et d'échanger avec les autorités [des expériences et des informations] sur les mesures urgentes à prendre, en particulier dans le cadre du traitement des cas prioritaires par la justice congolaise.

Afin de maximiser la contribution de la CPI à la justice en RD Congo, les affaires jugées par la Cour doivent aller de pair avec le dialogue et l'investissement au niveau du pays. Mais au vu des obstacles significatifs que rencontrent les enquêtes et les poursuites portant sur certains types d'affaires dans les tribunaux nationaux, le Bureau a encore du travail de son côté pour veiller à ce que le legs de la CPI soit une justice véridique et crédible.

Ce dont le Bureau a besoin à présent, c'est une vision claire qui expose des plans concrets pour faire progresser son propre travail, tout en renforçant son rôle de soutien des efforts nationaux, en collaboration avec d'autres acteurs de la Cour et parte-

naires internationaux. L'engagement du Bureau à mettre en place des « stratégies de clôture », exprimé dans son plan stratégique le plus récent, pourrait s'avérer le vecteur idoine pour y parvenir. Il faudra y inclure des poursuites de la CPI pour d'autres affaires que celles portant sur les chefs de groupes rebelles. La Procureure pourra ainsi envisager de poursuivre des commandants haut gradés de l'armée congolaise supposés responsables de crimes graves qui continuent à échapper à la justice parce que, de toute évidence, ils bénéficient de protections au niveau national.

La Procureure devrait également enquêter sur le rôle des hauts responsables politiques et militaires de la RD Congo, du Rwanda et de l'Ouganda qui pendant des années ont soutenu, armé et financé des groupes armés abusifs de l'est de la RD Congo. Des rapports des organisations de la société civile et des experts des Nations Unies, entre autres, ont bien mis évidence la dimension régionale des conflits se déroulant dans les provinces de l'Ituri et du Kivu. Par exemple, Human Rights Watch a documenté le rôle du Rwanda dans le soutien au Mouvement du 23 mars (M23) au Nord-Kivu, ainsi que le rôle de l'Ouganda et du Rwanda dans l'aide apportée aux groupes rebelles dans l'Ituri.

Chaque nouveau cycle de violence démontre la nécessité de s'attaquer à l'impunité généralisée qui règne en RD Congo. Or, malgré les difficultés qu'elle traverse, la CPI demeure un acteur clé. Une stratégie visant à faire progresser son propre travail tout en soutenant les autorités nationales sera très délicate à mettre en œuvre. Étant donné le soutien financier limité dont il dispose et l'explosion du nombre de dossiers en attente, le tribunal, loin de pouvoir étendre son travail, est sous pression pour définir des priorités de travail pour chaque situation. Mais si on n'en fait pas davantage, la contribution de la CPI à la justice en RD Congo risque de priver les victimes d'un établissement des responsabilités qui ait du sens.

De leur côté, les pays membres de la CPI devraient appuyer le travail de la Cour en lui allouant des ressources suffisantes. Il faudrait aussi qu'ils rouvrent des discussions significatives sur la façon dont ils peuvent soutenir la justice nationale, aux côtés des autorités congolaises, à travers le dialogue politique et le renforcement de compétences.

Seize ans après l'ouverture de la première enquête de la Cour sur la RD Congo, la CPI devrait penser à ce qu'elle léguera au pays. Cet héritage dépendra de sa capacité à rendre la justice de façon significative et à aider les institutions nationales à prendre leurs responsabilités.

Maria Elena Vignoli  
HRW

**Martin Fayulu et Adolphe Muzito attendus à Kinshasa ce 22 août**

Martin Fayulu et Adolphe Muzito, respectivement président de l'ECiDé et coordonnateur en exer-

cice du regroupement politique "Lamuka" seront de retour à Kinshasa ce samedi 22 août. L'annonce émane de cadres et proches de deux leaders de Lamuka.

A noter que ces deux personnalités ont passé la totalité de l'état d'urgence sanitaire en dehors des frontières congolaises. Ce retour est donc très attendu, surtout au vu des récents événements politiques, judiciaires, économiques... qu'a connus la RDC.

JS

Tourisme en RDC

# L'expérience et l'expertise de la Tunisie mises à contribution

Le ministre du Tourisme, Yves Bunkulu Zola a échangé, mardi dans son cabinet, avec le premier secrétaire de l'ambassade de la Tunisie en République Démocratique du Congo, Nebil Masmoud, sur la nécessité de privilégier la coopération entre les deux pays sur la formation en matière de tourisme, indique la cellule de communication dudit ministère dans un document parvenu mercredi à l'ACP.

Selon la source, outre la formation, les deux nations envisagent également d'élargir ce partenariat dans le cadre du partage d'expériences et de transfert des technologies dans ce secteur.

Ledit projet, indique la source, porte sur les infrastructures et les investissements dans le domaine de tourisme, précisant que cette entente s'inscrit dans la cadre du partenariat gagnant-gagnant entre les deux pays.

Les deux personnalités ont réaffirmé la volonté des deux Etats de finaliser ce projet de partenariat afin de développer davantage la coopération bilatérale dans le domaine touristique.

La Chine dans la danse

Par ailleurs, indique la même source, le ministre du Tourisme, Yves Bunkulu Zola s'est entretenu lundi avec l'ambassadeur de



Chine en RDC, Zhun Jung, sur la possibilité de travailler ensemble afin de promouvoir la coopération dans le secteur touristique congolais.

Selon la source, les échanges entre les deux personnalités ont tourné autour de la coopération dans le domaine de la formation professionnelle avec l'appui des entreprises chinoises et congolaises.

M. ZHUN JUNG a indiqué à la presse que le but de cette coopération envisagée est de promouvoir le secteur touristique au service de la population, ajoutant que la RDC est un grand pays d'Afrique qui dispose des ressources touristiques de première qualité dans le monde. Et la Chine par contre est le premier pays qui exporte des touristes à l'étranger, précise la même source.

« L'année dernière, plus de 150 millions de chinois ont voyagé à l'étranger avec une consommation de 127 milliards de dollars sur place », a révélé l'ambassadeur.

Le diplomate chinois a estimé que la pandémie du coronavirus est une menace pour le monde entier. Avec la RDC, la Chine a mené une coopération fructueuse dans le combat contre la Covid-19 qui constitue un obstacle dans le développement touristique, car elle empêche les touristes de voyager à travers le monde, a-t-il fait savoir.

Il a rappelé que ce virus est encore là et qu'il n'est pas encore parti. D'où la nécessité de continuer le combat par une vigilance accrue, le contrôle des gestes barrières et la sensibilisation de la population.ACP/LR

Le millionnaire belge George Forrest cède la plus vieille banque congolaise à un groupe kenyan



Le millionnaire belge George Forrest, actionnaire majoritaire de la plus ancienne banque privée de la République démocratique du Congo (RDC), a vendu ses parts à la firme kényane Equity Group Holdings, selon un communiqué du groupe kényan publié mercredi.

Il avait acquis en 2009 plus des deux tiers des actions de la Banque commerciale du Congo (BCDC), la plus vieille banque privée du pays, installée de manière ininterrompue en RDC depuis 1909.

« Je vends mes actions à Equity Group Holdings dans l'espoir que cette institution devienne la plus grande banque du Congo », a déclaré l'homme d'affaires belge installé en RDC, cité par le communiqué de Equity annonçant la cession.

« Aujourd'hui, Equity Group Holding a annoncé la finalisation de l'acquisition de 66,53% d'actions de la Banque commerciale du Congo (BCDC) pour un montant total de 95 millions de dollars », a précisé le groupe bancaire kényan opérant en RDC depuis 2005.

L'entité fusionnée est en passe de devenir la plus grande institution bancaire en RDC

« Nous sommes convaincus que la fusion et le regroupement de ces deux filiales produiront une banque fusionnée avec un total bilan de plus de deux milliards de dollars », note Equity, quatrième banque sur la vingtaine active en RDC, persuadée que « l'entité fusionnée est en passe de devenir la plus grande institution bancaire en RDC dans un délai d'un an ».

La création de ce nouveau groupe bancaire intervient alors que la première banque privée du pays, Rawbank, est impliquée dans une vaste enquête anti-corruption, soupçonnée de complicité de détournement de fonds publics destinés à financer les grands chantiers lancés par le nouveau chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, il y a un an.

George Forrest, fils d'un Néo-Zélandais, né en 1940 dans l'ex-Congo belge, est l'une des plus grandes fortunes d'Afrique francophone, selon le magazine 'Forbes' qui avançait le chiffre de 800 millions de dollars fin 2016. Belga

Du 20 au 23 août

# Tenue des états généraux des PME en RDC

Le secrétariat général du ministère des Classes moyennes, Petites, Moyennes Entreprises et Artisanat (PMEA) organise du 20 au 23 août 2020, à Kinshasa des états généraux des PME, indique le texte des termes de référence de cette activité.

Ces états généraux des PME, organisés sous le haut patronage du ministre des Classes moyennes, Petites, Moyennes Entreprises et Artisanat, seront axés sous le thème : « Quelles PME pour l'émergence de la RDC à l'horizon 2030 » est le thème des états généraux des PME » Ils ont pour objectif global de réfléchir sur les aspects importants de l'accompagnement de l'Etat pour que les PME deviennent la clé de voûte du développement durable et de la croissance inclusive en RDC d'ici 2030.

Les états généraux des PME poursuivent aussi des objectifs spécifiques notamment l'échange sur les mécanismes de création, identification, recensement, encadrement et financement des PME ; la formation managériale des cadres et agents de l'administration centrale et directions provinciales du du ministère des Classes moyennes, Petites, Moyennes Entreprises et Artisanat ainsi que les entrepreneurs ; la validation du Programme national de développement de l'entrepreneuriat en RDC (PRONADEC) et la validation du projet de loi sur l'entrepreneuriat en RDC.

La validation du projet du code de l'artisanat en RDC, la formulation d'une définition consensuelle de la PME en RDC, l'aide à apporter aux PME congolaises afin qu'el-

les s'assument pleinement pour résister aux aléas de la conjoncture financière mondiale actuelle due à la COVID 19 et la production d'un rapport final, figurent également parmi les objectifs spécifiques.

L'organisation de ces états généraux des PME intervient dans un contexte caractérisé par la faible contribution des PME au Produit intérieur brut (PIB) et par le caractère informel de leur fonctionnement ainsi que par l'absence d'une définition consensuelle des PME en RDC.

Organisée par le secrétariat général des PME que dirige Joseph Lunanga Busanya, cette activité qui se tiendra au centre catholique CEPAS à la Gombe, connaîtra la participation de 150 participants. ACP

Projet en déliquescence

# «Ma ZES» en quête de financement auprès du gouvernement

Le président du Conseil d'administration de la société Ma zone économique spéciale (Ma ZES), Alexis Indenge a sollicité du gouvernement un accompagnement financier afin d'amorcer les travaux de l'aménagement de la Zone économique spéciale du site pilote de Maluku.

M. Indenge l'a fait savoir au cours d'une audience lui accordée par le ministre de l'Industrie, Julien Paluku Kahongya, indique un document dudit ministère.

Le PCA de Ma ZES a fait savoir que la

pandémie de coronavirus qui sévit actuellement dans le pays a ralenti sensiblement l'exécution des travaux d'aménagement de cette zone économique. « La Covid-19 a retardé le processus, mais nous pensons que bientôt nous allons procéder au lancement des travaux d'aménagement du site pour avoir une phase pilote très prochainement », a-t-il indiqué. Il a souligné, par ailleurs, que les Congolais peuvent espérer à ce projet, car il offre plusieurs avantages, notamment la création de plus de 2.500 emplois directs et va attirer plusieurs investisseurs au pays.

La zone économique spéciale, a-t-il indiqué, va susciter un développement rapide de la commune de Maluku et ses environs, et contribuera à l'économie et le rayonnement de la RDC du point de vue international. Le ministre de l'Industrie, Julien Paluku a fait savoir que des trafics migratoires et des vols aériens vont permettre à son ministère de réactiver les différents contacts déjà amorcés des investisseurs attirés par les potentialités dont regorge la RDC dans le secteur de l'industrie, ce qui est au profit du processus de la ré-identification.

## NORD-KIVU

### La Police dans les rues de Goma pour faire respecter le port de masques



Une avenue du centre-ville de Goma, dans l'Est de la RDC. Radio Okapi/Photo Joël Bofengo

Les autorités provinciales accompagnées des policiers ont sillonné, mercredi 12 mai, les routes de Goma au Nord-Kivu, pour faire respecter la mesure du port obligatoire du masque.

Les ministres provinciaux, le maire et les bourgmestres étaient à côté de la police sur différents carrefours de Goma pour vérifier le port du cache-nez chez les piétons, dans les véhicules privés, dans les transports en commun où le contrôle était systématique pour s'assurer que chaque personne a bien porté son masque.

Seules quelques personnes ayant

bravé la mesure du gouvernement provincial ont été conduites au stade des volcans. Des passants trouvés devant ce stade demandent au gouvernement de trouver une sanction plus lourde pour ces indisciplinés.

Le ministre provincial de l'intérieur, Jean Bosco Sebishimbo, a indiqué qu'aucune amende ne sera payée par les personnes interpellées et espère qu'à leur sortie du stade le soir, elles vont sensibiliser leur entourage sur le respect des mesures barrières.

La province du Nord-Kivu compte 472 cas contaminés au Coronavirus.

### La mort visite les déplacés de guerre à Butembo : 25 décès depuis janvier

D'après l'ONG locale Intégration sociale pour la promotion des nécessiteux (ISPRON) qui a fourni ces statistiques mercredi 12 août à Radio Okapi, le manque des soins de santé, la malnutrition et le traumatisme sont à la base de ces multiples cas de décès.

La Secrétaire exécutive de Vingt-cinq déplacés de guerre vivant à Butembo sont décédés, tandis que plus de 100 autres souffrant de malnutrition sont actuellement hospitalisés dans des structures de santé de la ville de Butembo (Nord-Kivu) depuis le mois de Janvier 2020. L'ISPRON, Marie-Jeanne Masika Kahindo, estime que la fin de la gratuité des soins liée à la riposte contre Ebola dans les structures sanitaires, impacte négativement sur la vie des déplacés internes vivant à Butembo.

Elle indique qu'au-delà des décès enregistrés, il y a plus de 100 autres déplacés malades dans différentes structures sanitaires de la place, en raison de 10 à 15 malades par jour depuis le début de ce mois d'août.

Parmi eux, les femmes enceintes

et les vieillards.

Beaucoup d'entre eux sont bloqués à l'hôpital faute des moyens précisés l'ISPRON qui affirme avoir enregistré au total 2 865 ménages des déplacés de guerre en ville de Butembo dont la plupart vivent dans des fa-



Monusco/Ph. Sylvain Liechti

milles d'accueil.

Ils sont venus des villages des territoires de Beni et Lubero au Nord Kivu et Irumu et Djugu dans la Province de l'Ituri.

Cette organisation non gouvernementale lance ainsi un cri d'alarme au gouvernement congolais, aux organisations humanitaires et personnes de bonne volonté afin de venir en aide de ces déplacés qui vivent dans des conditions humanitaires déplorables.

## TSHOPO

### 11 maisons incendiées à Bayanguma après le meurtre d'un habitant

Près de onze maisons ont été incendiées mardi 11 août au village Bayanguma, situé à 27 Km au Nord de Kisangani sur l'axe Banalia (Tshopo). C'est en représailles des membres d'une famille victime de meurtre d'un des leurs par un autre habitant du même village.

Ce meurtre s'est produit dans une rizière selon un activiste des droits humains en séjour dans ce village.

Le présumé meurtrier est un oncle maternel de la victime. Il lui reprocherait d'avoir cultivé de grands champs au lieu de regagner son village paternel.

Il a été abattu à coups de machette avant d'être décapité par son bourreau, affirme la source.

Ayant appris ce drame, les membres de la famille de la victime ont incendié au

moins 11 habitations des membres de la famille du supposé meurtrier.

A cet effet, le Ministre provincial en charge de l'Intérieur et sécurité, Jean Tongo Bandamali, a dépêché des éléments de la police sur les lieux pour rétablir le calme et procéder aux enquêtes.

Il a également affirmé que l'auteur du drame est arrêté par la police et sera remis aux instances compétentes pour s'expliquer sur le mobile de son forfait.

Il y a près de deux mois, sur le même axe routier mais au P.K. 12 de la ville, 3 personnes dont un policier avait trouvé la mort dans un conflit entre deux communautés.

Le corps du policier décapité avait été enfoui dans le sol avant d'être découvert quelques jours après.

## Kasai-Oriental

### HCR a assisté un orphelinat qui héberge notamment 50 enfants victimes des conflits Kamuina Nsapu et Katanda

Une délégation du Haut commissariat pour les réfugiés (HCR) a visité ce jeudi 13 août, l'orphelinat saint Joseph de Bena Tshibuabua à Mbuji-Mayi (Kasai Oriental), qui avait accueilli 50 enfants venant des zones touchées par les conflits Kamuina Nsapu ou encore celui de Katanda.

L'agence américaine a apporté un lot important de non vivres. Ce don rentre dans le cadre de la mise en oeuvre de la nouvelle politique du HCR, qui vise l'accompagnement des acteurs locaux dans la réponse aux besoins des personnes sous mandat du HCR, qui sont les réfugiés, les retournés et les déplacés internes. Il fait suite à la visite du Chef de la sous-délégation du HCR dans le grand Kasai.

A en croire Didier Bakajika, associé de protection au sein du HCR qui a conduit la délégation, ce don est constitué d'une centaine de jerricans, des centaines de moustiquaires, de nattes, ustensiles de cuisines et couvertures.

Très émue par le geste du HCR, la sœur

Ana Mbuyamba Kalombo, responsable de l'orphelinat saint Joseph Bena Tshibuabua a eu les mots justes pour louer et remercier le HCR. Pour elle, ce don va servir aux enfants qui auront désormais les jerricans pour la conservation de l'eau en cette période de la covid-19 et les nattes ainsi que les couvertures pour un bon sommeil.

L'orphelinat fut créé en 1962 par l'évêque du diocèse MGR Joseph Nkongolo. Il avait pour mission de prendre soin des enfants vulnérables refoulés de luluabourg, aujourd'hui Kananga. Cet orphelinat a reçu 3 vagues des enfants refoulés du Katanga dans les années 1992. Les enfants venus du territoire de Katanda dans les années 2000 et ceux du dernier conflit de Kamuina Nsapu entre 2016 et 2017. Actuellement, l'orphelinat a 50 enfants victimes du conflit Kamuina Nsapu et du conflit de Katanda mais aussi d'autres enfants en situation difficile notamment ceux ayant perdu les parents dans les différents conflits et les enfants non accompagnés.

Marie Jeanne Mupela, à Mbuji-Mayi

## SUD-KIVU

### L'aide de CARITAS CONGO aux victimes des inondations à Uvira

Près de 450 ménages sinistrés, victimes des inondations causées par les fortes pluies du mois d'avril 2020 ont reçu mardi 11 août des vivres et non vivres, don de la CARITAS Congo. Chaque ménage a reçu un kit composé de la farine de maïs, de haricot, de savons, de seaux et bassins en plastique, de purifiant d'eau ainsi que des ballons de souliers et des friperies.

Selon le directeur de la Caritas Uvira, Abbé Dominique Mulumeoderhwa, ce sont les ménages les plus vulnérables qui ont été ciblés dans cette assistance humanitaire. Celle-ci, précise-t-il, est une contribution venue notamment de l'UNICEF, des policières de la MONUSCO, de la diaspora congolaise à Bujumbura, du diocèse de Bukavu via la Caritas Bukavu, des chrétiens du diocèse de Kalemie, des hommes d'affaires de plein évangile de Kalemie, des paroisses catholiques de Luvungi et de Nyamianda ainsi que d'un groupe de ressortissant d'Uvira vivant à Montréal au Ca-

nada.

L'abbé Dominique Mulumeoderhwa ajoute que la première distribution avait eu lieu du 24 avril au 08 juin 2020 dans le cadre des urgences, mais les activités de la Caritas se poursuivent en faveur des sinistrés. Signalons par ailleurs que les sinistrés hébergés encore dans certaines écoles de la place ne savent à quel saint se vouer depuis la reprise des cours lundi 10 août.

A l'école primaire de Kavimvira par exemple, ainsi qu'au site de Mwanga au quartier Songo et à Action Kusaidia au quartier Kimanga, les sinistrés sont chassés « comme des chiens », disent-ils, pour libérer les salles de classes.

Le président du site de Kavimvira en a profité pour relever cette préoccupation à la délégation de la Caritas venue les assister.

D'après l'abbé Dominique, cette question est en étude entre les humanitaires et l'administration urbaine d'Uvira.

Notre temps, autres mœurs

# Danger public : les wewas comme une horde des hors-la-loi !

L'affaire a commencé à créer des remous dans l'opinion tant et si bien qu'elle suscite des interrogations à la ronde. Pourquoi nous a-t-on imposé les wewas (conducteurs des taxis-motos) comme on refilerait une patate chaude ?

L'autorité urbaine semble ne pas prendre la mesure du danger qui s'enfle chaque jour que Dieu fait. A force de tirer sur la corde à la fin elle finit par se casser. Un wewa en situation difficile, par solidarité de corps, c'est une meute d'autres wewas qui vous envahit. Et n'hésitent nullement à passer à l'acte pour une réaction punitive aidés en cela par d'autres venant immédiatement à la rescousse : par



Une horde de motocyclistes prêts à tout

baine inquiète plus d'un.

Quand chacun fait ses règles, tout se dérègle... Des faits sommaires décrits nous sont administrés comme une piqûre de rappel pour révéler que nous sommes en face d'une horde de gangsters qui sont en mesure de déclencher un soulèvement de la population. Laquelle a déjà visiblement exprimé son ras-le-bol au regard des agissements de ces compatriotes qui pensent évoluer hors les normes de citoyenneté en foulant aux pieds les règles élémentaires de bienséance et de vie en société. Ils se font justice dès qu'un des leurs est en difficulté... On a assisté béatement, au fil du temps, à la montée du phénomène «shegués» (enfants de la rue ou de personne),



Un bus incendié par les wewas

un passé récent, un ou plusieurs véhicules en ont fait les frais. Simplement incendiés ! Où allons-nous à cette allure ? Il n'y a que des questions, pas de réponses : ce silence assourdissant de l'autorité ur-

comme pour se révolter par rapport à leur situation. Et comme ils se sont rendus compte que leur horizon est obstrué, parce qu'abandonnés à eux-mêmes, ils s'en prennent à la société qu'ils disent être responsable de leurs déboires. Un jour, on a appris que le ministre des

Transports aurait pris une mesure pour pouvoir finalement les faire immatriculer, afin de les identifier et mettre bon ordre dans cette activité. Face à une certaine résistance de leur part, il semble avoir baissé pavillon. Ainsi vogue la galère !

### Véritable gangrène

Dernièrement, on a assisté à une vague de réactions négatives de la part d'une horde de ces motocyclistes décidés à en découdre avec notamment la police qui leur a barré la route pour une descente annoncée au Palais du peuple. Ils crient, à hue et à dia, à veulent les entendre qu'ils appartiennent à la «famille présidentielle» (sic) donc pouvant agir comme bon leur semble. S'ils soutiennent l'action du chef de l'État, c'est un droit légitime, mais outrepasser les normes pour imposer, envers et con-

tre tout, leur desiderata est une digression que le bon sens réprouve. Comme ces impitoyables gangs de rue, ils sèment la terreur au nez et à la barbe de l'autorité la défiant ouvertement, comme un bras d'honneur. Ils sont dépourvus de permis de conduire et aucune identification pour les retrouver au cas où...

A l'origine, ils se cantonnaient sur les entrées principales de quartiers non desservis par des taxis qui généralement opèrent sur les grands axes routiers. Dans l'objectif de ramener ceux qui le désiraient vers leurs domiciles sur des ruelles très souvent tortueuses.

Généralement la gent féminine et bien d'autres au-delà ont commencé à les entraîner hors du périmètre qu'ils avaient choisi pour essaimer sur toute la ville comme des abeilles jusque dans les coins les plus reculés de la cité. Des plaintes de leurs agissements se font de plus en plus pressantes que l'autorité de la ville (la police mise à contribution) en concertation avec celle ayant le transport dans ses attributions devrait y penser avant que la situation ne devienne incontrôlable.

A tout prendre, c'est une véritable gangrène qui s'enfle dangereusement et dont il faut se débarrasser au plus vite !

Bona MASANU  
(E-Journal Kinshasa n°60)

### Mécontents de l'indifférence de l'autorité de tutelle

## Les professeurs de l'UNIKIN reconduisent leur grève

Réunis en assemblée générale extraordinaire ce mercredi 12 août 2020, l'association des professeurs de l'Université de Kinshasa (APUKIN) décide de continuer la grève, tout en permettant à certaines facultés de terminer les délibérations, les travaux de fin de cycle et les défenses des mémoires de l'année académique 2018-2019. Cette décision est contenue dans un communiqué de presse N°004/2020, sanctionnant cette assemblée générale extraordinaire. Après débats et délibérations, les professeurs de l'Université de Kinshasa ont tout de même pris acte du rapport du comité exécutif pour les démarches menées jusqu'à ces jours au près du gouvernement et l'encouragement à les poursui-



vre jusqu'à leur aboutissement. Aussi pour l'année académique 2019-2020, l'Assemblée générale de ce jour dit accorder au Gouvernement « un moratoire de deux semaines » pour qu'il concrétise ses promesses,

à commencer par le paiement de deux mois de manque à gagner et du trop-perçu sur le véhicule. Dans l'esprit du dit communiqué de l'APUKIN, on peut, par ailleurs, lire : « interdiction est faite à tous les membres de l'APUKIN d'enseigner aussi bien à l'UNIKIN que dans d'autres établissements de l'enseignement supérieur et universitaire pendant la période de la grève. »

LR

# Monusco en RDC comme l'Onu en Chypre depuis 1964 ?

Déployée sur le territoire national sur base de l'Accord de siège (Sofa) conclu entre le Gouvernement congolais et les Nations Unies en 2000, la force internationale connue sous le nom de Monuc puis de Monusco en est à sa vingtième année d'opérationnalisation.

Sa charge initiale fixée dans l'Accord de Lusaka, au chapitre 8, est d'abord le maintien de la paix, ensuite la traque et le désarmement des groupes armés, en plus de l'identification des auteurs des massacres, des crimes contre l'humanité et autres crimes de guerre, cela dans le but notamment de traduire les génocidaires devant le Tribunal International Pénal.

20 ans après, quel bilan tirer ?

\*\*\*

En amont, les groupes armés les plus dangereux (ex-Far et milices Interhamwe devenues Fdlr, Lra et tandem

Adf-Nalu) cités dans cet accord continuent de résister particulièrement à l'Est pendant qu'en aval, des groupes armés congolais ont proliféré. Pire, certains composent même avec la mouvance djihadiste.

Les esprits éveillés se demandent d'ailleurs pourquoi et comment certains contingents en provenance des pays fortement islamisés ont été envoyés en Ituri, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu constituant avec le Maniema, le Haut-Uélé et le Bas-Uélé la partie orientale du pays abritant la communauté islamique la plus importante du pays.

En attendant une réponse susceptible de ne jamais venir, force est de constater que la force onusienne s'est découverte une nouvelle vocation : dresser le monitoring des violations des droits de l'homme perpétrées par l'Appareil sécuritaire congolais, à savoir les Fardc, la Pnc et les Renseignements.

Au cours de ces dix dernières années, le contraste est évident : d'un côté, la Monusco peine à réaliser l'objectif principal pour lequel elle est déployée (traquer et neutraliser les groupes armés étrangers), de l'autre côté, elle devient performante dans l'accomplissement des objectifs secondaires : soutien au processus électoral et, surtout, monitoring sur les droits de l'homme.

\*\*\*

Concrètement parlant, là où le sang des Casques bleus peut couler, la mission onusienne est moins active. Par contre, là où le sang des Congolais doit couler, elle est super-active pour son monitoring sur les droits de l'homme.

Conséquence : chaque trimestre ou chaque semestre, la Monusco, via le BCNUDH, publie son rapport et, tout naturellement, les médias s'y jettent avec délectation.

Hier, on voulait absolu-

ment avoir la tête de Joseph Kabila.

Aujourd'hui, c'est vraisemblablement la tête de Félix Tshisekedi qu'on veut s'offrir. Preuve, si besoin est, que le successeur de Fatshi va subir le même sort.

\*\*\*

Pour autant qu'on soit pragmatique, l'installation de la Monusco dans la durée obéit à un agenda dont le Congo ne maîtrise ni les tenants, ni les aboutissants.

Lentement mais sûrement, la Monusco est dans le schéma chypriote de l'UNFICYP (Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre) et établie en mars 1964.

Voici 56 ans que cette force opère dans ce pays, si bien qu'on a fini par oublier jusqu'à sa souveraineté acquise pourtant du Royaume Uni.

Pour la RDCongo, le pré-

texte est facile à trouver : incapacité de se gouverner ; la gouvernance institutionnelle étant réduite à la question des droits de l'homme.

Et là, la guerre de l'Est a tout de « Gecamines-Miba » réunies.

En d'autres termes, la fin de la guerre signifie la fin des rapports sur les droits de l'homme.

Moralité : la guerre doit se poursuivre pour que la Monusco reste, et fasse valoir via le BCNUDH la raison de son maintien !

En Chypre, on a commencé par une année, après une décennie. On en est maintenant à un demi-siècle plus une nouvelle décennie en vue!

Cet édito est inspiré de BALISES/LPDA 052

Omer Nsongo die Lema  
de LDPA 052  
@OmerLema  
E-mail :  
omernsongo@gmail.com  
Facebook : Omer Nsongo

**A**u nom des victimes du génocide au Rwanda, Ibuka dénonce déjà la composition du groupe d'experts et les autres associations de survivants de génocides s'associent à la démarche

A peine, après de longs débats et plusieurs désistements, le groupe d'experts destiné à baliser le travail de la Commission Vérité et réconciliation, destinée à faire la lumière sur le passé colonial de la Belgique, avait-il été mis sur pied qu'il suscitait une réaction radicale, celle d'Ibuka. Une association qui représente la diaspora rwandaise de Belgique et plus précisément les victimes du génocide des Tutsis en 1994.

Auparavant, le député Groen, Wouter De Vriendt, avait annoncé la composition d'une équipe multidisciplinaire, comprenant cinq historiens, des experts en réconciliation et des représentants de la diaspora congolaise et rwandaise. « Tous sont au sommet et ont mérité leurs galons » avait-il commenté.

Parmi l'équipe qui préparera le travail des parlementaires dès octobre, on retrouve le De Zana Mathieu Etambala (KUL et Musée de Tervuren), Gillan Mathys,

## Le groupe d'experts sur la colonisation déjà critiqué

(UGent) historienne et chercheuse, le professeur Elikia M'Bokolo, professeur à Paris et à l'Université de Kinshasa, spécialiste de l'histoire contemporaine de l'Afrique et de l'histoire des diasporas africaines, Anne Wetsi Mpoma, historienne de l'art et membre de l'association Bamko, Mgr Jean-Louis Nahimana, qui a dirigé au Burundi la Commission Vérité et réconciliation.

Du côté belge, où des historiens de renom comme le professeur Guy van Tamsche ou son collègue plus jeune Benoît Henriët, (VUB) ont déclaré forfait, on retrouve le Dr Pierre-Luc Plasman, historien, spécialiste de la monarchie et chercheur à l'UCL, Valérie Rosoux, (Institut Egmont et UCL), spécialiste des processus de réconciliation comme Martine Schotsman, juriste tandis que Sarah Van Beurden, (Ohio State University) s'est spécialisée dans la thématique de la restitution des œuvres d'art.

Si plusieurs noms manquent cruellement à cette liste, dont des historiens directement en prise avec les réalités

actuelles du Congo, du Rwanda et du Burundi ou des chercheurs ayant abordé les questions économiques, un seul nom a suscité jusqu'à présent une levée de boucliers : celui de Me Laure Uwase, de nationalité rwandaise. Cette avocate au barreau de Bruxelles, présentée comme spécialiste de la région des Grands Lacs est surtout connue pour son appartenance à l'asbl Jambo, qui rassemble de nombreux membres de la diaspora rwandaise en Belgique, dont des familles arrivées en Belgique dans les années qui ont suivi le génocide, accueillies dans les milieux catholiques du Nord du pays et très rapidement régularisées.

Pour les membres d'Ibuka Mémoire et Justice, parmi lesquels de nombreux rescapés du génocide des Tutsis, la nomination de Me Uwase est peut-être plus contestable encore que celle du professeur Filip Reyntjens et du journaliste Peter Verlinden, dont le seul énoncé des noms avait suscité protestations et ukases. Ibuka en effet considère que

si le passé et le présent familial de Mme Uwase l'autorisent à parler de son pays, elle n'a cependant aucune légitimité particulière en tant qu'experte. Ibuka rappelle aussi avoir empêché en 2018 la tenue d'un colloque au Parlement européen, après avoir fourni des éléments démontrant que Jambo News véhiculait une idéologie niant le génocide et confondant victimes et bourreaux. La présence d'une représentante de Jambo News dans le groupe d'expert « est une insulte à la vérité historique et à la mémoire des victimes » conclut le communiqué d'Ibuka dont le nom n'a été cité, en dernier recours, que dans l'hypothèse d'une éventuelle « prise de contact ».

Cette position d'Ibuka qui redoute déjà « le travestissement de la vérité » est appuyée par d'autres associations incarnant la mémoire de victimes de génocides : le Comité de coordination des organisations juives de Belgique, le Centre Communautaire et laïc juif, le Comité des Arméniens de Belgique et la Fédération

des Araméens de Belgique.

Cette solidarité entre victimes de crimes contre l'humanité représente une véritable motion de défiance à l'égard du groupe d'experts. Ce dernier risque d'apparaître, malgré les qualités individuelles de la plupart des intervenants, comme intellectuellement déforcé et gravement affaibli par l'absence de voix venues du terrain.

On peut aussi se demander si, en cette période politique incertaine, il n'est pas imprudent de jouer avec une grenade dégoupillée qui risque de faire exploser les mémoires identitaires de la Belgique elle-même. Après tout, les processus de décolonisation des trois pays d'Afrique centrale, tous dramatiques, ont aussi été, pour la métropole, une sorte de miroir brisé et aujourd'hui encore, au Nord comme au Sud du pays, chez les catholiques comme chez les laïcs, chacun se retrouve tenté de faire oublier les erreurs du passé et de « défendre les siens ».

Colette Braeckman

## FRANCE

## Castex préside ce vendredi une cérémonie d'hommage aux humanitaires tués au Niger

Le premier ministre français, Jean Castex présidera, vendredi, à l'aéroport d'Orly, une cérémonie nationale d'hommage aux six humanitaires français tués dimanche au Niger, a annoncé Matignon, mercredi 12 août.

La cérémonie se tiendra à 16 heures en présence des familles à l'occasion du rapatriement des corps de ces six Français, qui travaillaient pour l'ONG Acted, tués avec leur chauffeur et leur guide nigériens par des hommes armés lors d'une excursion dans la réserve de girafes de Kouré, à 60 km au sud-est de la capitale, Niamey. Jean Castex a dénoncé

mardi « un crime odieux » et une « lâcheté difficilement describable » à la suite de cette attaque, qui est « manifestement terroriste » selon le président Emmanuel Macron. « La France veillera à ne pas laisser impuni ce crime odieux », a assuré le premier ministre.

Le Niger placé en zone rouge, sauf la capitale, Niamey

Les six victimes françaises sont quatre femmes et deux hommes :

· Charline F., une doctorante de 30 ans ;  
· Stella G., qui s'était consacrée

à partir de 2015 à l'humanitaire ;  
· Nadifa L., qui avait travaillé pour le ministère français des armées ;

· Myriam D., qui avait rejoint Acted il y a deux ans ;

· Léo R., étudiant ;

· Antonin G., 26 ans, diplômé de la prestigieuse Ecole normale supérieure et chercheur en économie environnementale.

Le ministère français des affaires étrangères a depuis placé mercredi l'ensemble du Niger à l'exception de la capitale, Niamey, en zone rouge, soit « formellement déconseillé ». Le Monde avec AFP

## Etats-Unis

## Quand Donald Trump faisait des dons d'argent à sa rivale Kamala Harris

Aujourd'hui Colistière du candidat démocrate Joe Biden, Kamala Harris avait par le passé bénéficié des dons d'argent de la part de l'actuel président américain Donald Trump. Une information donnée par l'entourage de la Colistière.

Le locataire de la Maison Blanche a fait à deux reprises des dons d'argent à la Colistière du démocrate Joe Biden, désormais opposante politique candidate à la vice-présidence, a précisé mer-

credi l'entourage de Kamala Harris.

Donald Trump qualifie actuellement Harris comme « la plus méchante » et « la plus horrible », suite à la désignation de celle-ci par Joe Biden comme sa colistière au cours de la prochaine présidentielle américaine.

Alors que le républicain n'était pas encore chef d'Etat en 2011 et 2013, il a fait don de 5.000 et 1.000 dollars afin de soutenir la réélection de la sénatrice Kamala Harris

en tant que procureure de Californie. Elle aurait par la suite donné l'argent à une organisation dédiée à l'Amérique centrale en 2015, précise un porte-parole de Kamala Harris.

Selon les documents sur le financement des campagnes en Californie, la fille du locataire de la Maison Blanche, Ivanka Trump, aurait pour sa part donné 2.000 dollars à Harris en 2014.

benintimes.info

## Crise Libyenne

## La principale tête de pont de la Turquie bombardée par un avion inconnu

La crise libyenne prend une tournure plus inquiétante de jour en jour. Mercredi, une base importante de la Turquie en Libye a été bombardée par un avion non identifié.

Ce 12 août 2020, la position stratégique de la Turquie en Libye a été bombardée par un avion inconnu. Selon les précisions de BulgarianMilitary, citant l'agence de presse russe Izvestia, il s'agit de la base aérienne d'Al-Watiya où arrivent la plupart des avions militaires d'Ankara. L'attaque a été menée par un appareil qui demeure non identifié. A en croire l'agence Izvestia, citant des sources proches des événements, des bruits d'explosions et de moteurs à réaction ont été entendus dans la zone de l'aérodrome d'Al-Watiya. De même, les réseaux sociaux rapportent que les positions des troupes du gouvernement d'accord national (GNA)



dans la zone de la ville d'Abu Qurain sont également tombées sous les frappes aériennes.

D'après les experts, l'attaque a interrompu un cessez-le-feu sur le territoire libyen au niveau de la ligne de front et pourrait être le début d'une bataille pour la ville stratégique de Syrte, démontrant la vulnérabilité du groupe turc en Afrique du Nord. Le pays avait retrouvé une sorte de stabilité suite aux ba-

taillées à grande échelle au cours du premier semestre. Cependant, les parties continuent de déclarer la probabilité que le conflit se poursuive. La concentration des renforts des camps opposés en direction de Syrte, détenus par l'Armée nationale libyenne (ANL) du maréchal Haftar, est encore loin de s'arrêter. benintimes.info

## Guinée: l'opposition se plaint auprès de la Cédéao

Ils sont au nombre de trois opposants et un syndicaliste à déposer cette plainte auprès de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), dénonçant notamment une « falsification » de la nouvelle Constitution, dont le contenu aurait été changé entre le référendum et la promulgation du texte.

Notons que Bah Oury, un des signataires de cette plainte, veut dénoncer auprès de la Cédéao, un

« changement anticonstitutionnel ». « La Guinée a procédé à un changement référendaire le 22 mars en proposant un texte qui par la suite a été changé au profit d'un autre texte de la Cour constitutionnelle de la République de Guinée qui a considéré comme étant la Constitution du pays alors que ce texte n'a jamais fait l'objet d'une approbation quelconque par le peuple de Guinée. Au point de vue juridique, c'est un manquement grave. Donc, la "falsification de la Constitution" nous

amène à constater aujourd'hui que la Guinée se trouve dans le cas d'un vide constitutionnel. Nous ne nous faisons aucune illusion, mais il bon d'acter juridiquement que la Guinée est en porte-à-faux par rapport aux dispositions du protocole additionnel concernant la bonne gouvernance et la démocratie que l'Etat guinéen a ratifiées et qui concerne principalement les textes fondateurs de la Cédéao », a-t-il laissé lire. benintimes.info

## Soudan du Sud

## 127 morts dans des affrontements entre civils et soldats



Soudan du Sud: 127 morts dans des affrontements entre civils et soldats - © Marco Di Lauro - Getty Images

Au moins 127 personnes ont été tuées ces derniers jours dans des affrontements entre soldats et jeunes d'une communauté locale du nord du Soudan du Sud qui refusaient de se prêter à une opération de désarmement, a indiqué mercredi à l'AFP le porte-parole de l'armée, Lul Ruai Koang.

"Selon les derniers chiffres que nous avons, je peux vous confirmer que le bilan se monte à 127 morts. Selon nos informations, 82 civils ont été tués dans ces heurts et 45 soldats de l'armée du Soudan du Sud", a déclaré le porte-parole.

Ces affrontements ont débuté samedi et se sont déroulés dans l'Etat de Warrap, dont est originaire le président Salva Kiir.

Selon le porte-parole de l'armée, des jeunes hommes armés

de la communauté Gelweng, refusant de rendre leurs armes dans le cadre d'une opération conduite par le gouvernement, ont attaqué une position de l'armée dans une zone appelée Romic.

Outre les victimes, les affrontements ont fait 32 blessés parmi les militaires et un nombre "qui reste à établir" parmi les Gelweng, selon M. Koang, qui a précisé que la situation était en train de revenir à la normale sur place et que les forces gouvernementales s'étaient repliées.

Cette région avait déjà été rendue instable par des affrontements intercommunautaires récents. De nombreuses communautés sont armées au Soudan du Sud, pour se prémunir d'attaques, et notamment de raids pour voler leur bétail. Belga

## Présidentielle au Bélarus

## La Russie dénonce des tentatives étrangères de "déstabiliser" le Bélarus

Le ministère russe des Affaires étrangères a dénoncé jeudi des tentatives étrangères de « déstabiliser » le Bélarus, en proie à des protestations depuis quatre jours contre la réélection contestée du président Alexandre Loukachenko.

La Russie voit « des tentatives claires d'ingérence étrangère visant à diviser la société et déstabiliser la situation » au Bélarus, a déclaré la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, lors d'un briefing.

La police réprimande

Depuis dimanche soir, le Bélarus est le théâtre de manifes-

tations contre la réélection de M. Loukachenko, au pouvoir dans cette ex-république soviétique depuis 26 ans.

Les protestations ont été violemment réprimées par la police, faisant deux morts, des dizaines de blessés et donnant lieu à des milliers d'arrestations.

« Nous appelons tout le monde à la retenue [...] et espérons que la situation dans le pays va bientôt se normaliser », a souligné Mme Zakharova.

« La Russie a été et reste un allié fidèle et ami du peuple fraternel biélorusse », a-t-elle également assuré.

Belga

## Mozambique

## Un port important tombe aux mains des djihadistes dans le nord gazier

Des djihadistes se sont emparés, mercredi 12 août, de Mocimboa da Praia, une ville portuaire dans le nord du Mozambique riche en gaz, selon le site d'information local Moz24Horas, ce qu'a confirmé une source militaire à l'Agence France-Presse (AFP). Utilisant un lance-roquettes, les djihadistes ont touché un bateau dans le port, selon la source militaire qui a reconnu que « la situation est compliquée ».

Les Forces de défense du Mozambique (FDS) ont confirmé dans la soirée que des « terroristes » avaient lancé la semaine dernière des « attaques coordonnées » contre plusieurs vil-

lages proches du port pour tenter d'occuper la ville. « En ce moment, des opérations sont en cours pour neutraliser les terroristes qui utilisent les populations de ces régions comme boucliers », ont indiqué les FDS dans un communiqué.

Le port de Mocimboa da Praia, situé dans la province de Cabo Delgado, se trouve à environ 80 km au sud de la péninsule d'Alungu qui abrite d'importantes installations pour le développement de gaz naturel liquéfié (GNL), l'un des plus gros investissements en Afrique auquel participe le groupe français Total. Le port est actuellement utilisé dans le cadre de ces activités gazières, d'où son importance dans la région. Le Monde & AFP

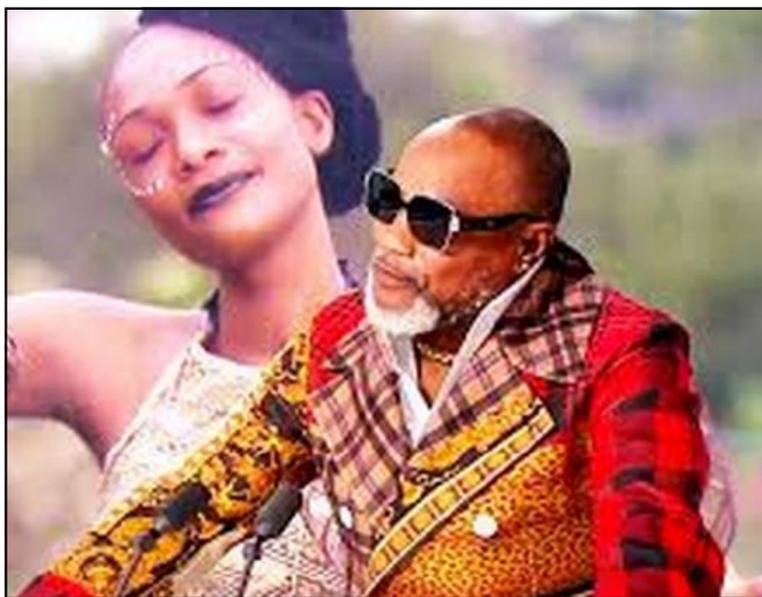
En séjour en Europe

## Koffi Olomide en préparation de son concert à Paris Défense Arena

Il séjourne depuis quelques mois dans le vieux continent pour les préparatifs de sa production du 13 février 2021 à Paris Défense Arena qui sera 10 ans après sa dernière production dans l'hexagone.

Voulant le rendre grand, Koffi Olomide tient sur la participation des anciens du groupe Quartier Latin International. Voilà pourquoi le Grand Mopao de la musique congolaise négociait il y a peu avec ces vieux de ce groupe.

Après avoir renoué avec ses anciens musiciens qui sont sur place à Paris, et sollicité ces anciens à travailler avec lui, pour la réussite cette grande production, des séances de répétitions s'organisent sur place à Paris, avec des artistes tel que CNN l'animateur qui a bougé le monde d'animation, Binda Bass, Champion Esthétique, Suzuki Luzubu pour ne citer que ceux-là.



Bien d'autres qui ne sont pas encore contactés seront aussi de la partie juste pour soutenir celui-ci qui était leur patron.

Sur place à Paris, Koffi Olomide a aussi prit soin de rencontrer les artistes congolais qui font la fierté de la musique congolaise urbaine en France. Tels que Hiro le Coq, Naza, Keblack et les autres avec qui ils ont réalisé la chanson « Pipipi », qui sor-

tira dans l'album « Légende ».

Ce dernier temps, Koffi Olomide ne fait communiquer sur cet événement et demande à ses fanatiques disséminés partout dans le monde entier de se procurer des billets pour ce concert de Paris Défense Arena qu'il considère lui-même comme étant le concert de sa vie.

Beni Joël Dinganga

## Madilu système, un immortel



13 ans déjà depuis que quitté l'artiste-musicien Jean de Dieu Bialu Makiese cette terre des hommes que suite de la diabète.

C'était un certain 11 août 2007 aux cliniques universitaires de Kinshasa que le compositeur-interprète Madilu Système s'envolait dans l'au-delà à l'âge de 57 ans.

Quelques mois avant sa mort, celui qu'on surnommait le Grand Ninja lançait sur le marché de disque un album intitulé « Bonne humeur ». cet opus était travaillé avec un professionnalisme très avancé et avait récolté un succès surtout que cela était sa dernière œuvre musicale.

De son vivant, Madilu a travaillé avec les grands de la musique congolaise tels que Tabu Ley, Pepe Kalle, Franco Luambo Makiadi, tous déjà décédés. Ce-

lui-ci était un artiste qui ne voulait pas de la polémique qui était pour certains artistes un moyen de défense.

Pour certains, la disparition de Madilu restera une grande perte pour la musique congolaise, d'autant plus qu'il était l'un des dinosaures de la rumba congolaise que les mélomanes n'oublieront jamais.

Pour la petite histoire, Madilu fut de l'école Odemba et un artiste de talent pointu dont le parcours musicale a gagné le respect et l'appréciation de ses nombreux fans en Afrique.

Il avait un timbre vocal fascinant et supérieur au regard de sa voix caressante et engagée dans la thématique. Il était l'un des meilleurs interprètes que la musique congolaise ait connu.

Il est fort regrettable de

constater qu'aucune manifestation commémorative officielle n'ait été organisée à Kinshasa en mémoire de cette icône de la rumba qui totalise 13 ans dans l'au-delà.

Bref parcours de l'artiste

Il débute dans la musique vers les années 1970 comme chanteur au sein de l'orchestre « Bambula » de Papa Noël Nedule, avant de monter, plus tard avec Yosha et Pindula, un autre groupe « Bakuba Mayopi ».

En 1975, il décide de voler de ses propres ailes en fondant son propre groupe « Pamba Pamba ». fort de ses diverses expériences, il rejoint l'Afrisa International de Tabu Ley où il restera quelques mois. Il intègre ensuite le Tout-Puissant OK Jazz de Franco Luamba Makiadi pour se faire découvrir à travers les mélodies qui restent inoubliables dans les annales de la rumba congolaise.

Il va s'illustrer au sein du Tout-Puissant OK Jazz avec ses interprétations magistrales en duo avec Franco Luambo, dans des titres tels que « Non », « Mamu », « Mario », etc. Puis, il récidive avec son tube « Boma nga na boma yo to bomana » et « Dati Pétrole », composé par Lutumba Simaro Masiya. Après le décès de Franco en octobre 1989, Madilu système quitte le Tout-Puissant OK Jazz pour une carrière solo avec son propre groupe « Multi système ».

B.J.D

## Fabregas et ses poulains en concert à Lyon au mois de mars prochain



Maestro Fabregas et son groupe « Villa Nova » seront pour la toute première fois en concert dans le vieux continent précisément au Centre des Congrès à Lyon en France le 13 février 2021.

Cette annonce a été faite par le Métis Noir Fabregas qui séjourne jusqu'à présent dans le vieux continent.

Celui-ci l'annonce sept mois avant pour permettre aux amoureux de la bonne musique congolaise de se préparer pour prendre part à cette grande production de ce groupe en Europe.

« vous allez vivre en live

les qualités de spectacle qui sera proposé et d'autres surprises. Je vous garantie que ça sera mémorable et les absents auront tort », a soutenu le Maestro Fabro.

Noter que ce groupe est habitué à des productions dans le continent africain ; celle-ci sera sa première qui sera faite en dehors de l'Afrique.

Au cours de ce spectacle, toutes les compositions de Fabregas seront interprétées voire même les chansons de son tout dernier album « Cible » pour l'honneur des mélomanes qui viendront de partout.

B.J.D

## Fally Ipupa reprogramme bientôt son concert du stade des Martyrs



Initialement prévu le 18 avril 2020, le concert du chanteur congolais Fally Ipupa au stade des Martyrs de Kinshasa était reporté pour une date ultérieure suite à la pandémie de Coronavirus (COVID-19) dont la République démocratique du Congo n'était pas épargnée.

C'est une source proche de l'artiste qui a fait cette annonce sur les réseaux sociaux tout en demandant aux fanatiques de la Star de continuer à respecter les consignes de geste barrière pour éviter la propagation de

l'épidémie.

Selon cette source, la star demande à ses fanatiques d'être patient et que bientôt ils seront informés de la nouvelle date pour la production du stade des Martyrs.

Noter que cette prestation du stade des Martyrs devait être le deuxième grand show d'Ipupa cette année après la réussite de Bercy qu'il s'est illustré en bravant les manifestations violentes des congolais de la diaspora « Combattants ».

B.J.D

## TP Mazembe : Jackson Muleka signe pour 4 ans au Standard

L'attaquant congolais Jackson Muleka passe du Tout Puissant Mazembe au Standard de Liège. Le transfert a été annoncé mercredi par le club congolais, qui précise que le joueur s'est engagé pour quatre ans (avec option) avec les Rouches. Jackson Muleka (20 ans), produit de l'école des jeunes du TP Mazembe, a terminé meilleur buteur des deux dernières éditions du championnat congolais. Il est aussi le meilleur buteur de la Ligue des champions africaine avec 7 buts en 10 matches.

Jackson Muleka, dont le nom circulait à Lille et à Lens, doit ré-

gler plusieurs formalités administratives avant de passer sa visite médicale en bord de Meuse.

Mabi doit, à terme, apporter de la concurrence dans le secteur offensif et rivaliser



avec Obbi Oulare et Felipe Avenatti RTBF.be

## Mazembe souhaite le meilleur à Jackson Muleka

Le transfert de Jackson MULEKA KYANVUBU, l'attaquant formé à l'Ecofoot du Président Moise KATUMBI et meilleur buteur de la dernière édition de la Ligue des Champions de la CAF, au club belge du Standard de Liège vient de se concrétiser.

Le Tout Puissant Mazembe se réjouit de cette mutation qui a

pu s'opérer, dans l'intérêt des trois parties, grâce à l'étroite collaboration entre les deux clubs et sans l'intervention d'intermédiaires. Cette collaboration avait déjà permis par le passé le transfert des anciens joueurs du TP Mazembe, Christian LUYINDAMA, Merveille BOPE et Jonathan BOLINGI, avec le succès que l'on

connaît.

Le TP Mazembe ne peut que souhaiter à Jackson le meilleur dans une aventure européenne qu'il souhaitait. S'il travaille et poursuit sa progression, elle sera assurément couronnée de succès. Le contrat est de quatre ans avec une année de plus en option.

tpmazembe.com

## A 20 ans, il est déjà roi en Afrique !

Âgé d'à peine de 20 ans, Jackson Muleka Kianvubu enflamme l'Afrique au point que sa renommée a dépassé les limites du continent noir. Le sérial buteur de Mazembe vit une saison de rêve avec les Corbeaux en ligue des champions. Auteur de 7 buts dans cette compétition, la pépite trône en tête du royaume des buteurs, deux buts de plus que Subisiso Vilakasi de Mamelodi Sundowns. Il a inscrit trois doublés et un but en 6 matches de phase des groupes de cette 24<sup>ème</sup> édition. Il est à un but de deux anciens avants-centres de Mazembe qui avaient fini meilleurs buteurs des éditions gagnées de 2009 et 2015. Il s'agit du congolais Alain Kaluyitukadioko et du Tanzanien Mbwana Ali Samatta. Le record du club est détenu par son pourvoyeur en club, Trésor Mputu Mabi, meilleur buteur de l'édition 2007 avec 9 buts.

Réserve ou positionné comme ailier dans quelques matches la saison dernière, l'attaquant vivait sous l'ombre de Ben Malango Ngita. Depuis le départ de ce dernier du côté de Raja de Casablanca, Muleka promu chez les professionnels en 2017 a saisi l'opportunité pour démontrer ses qualités athlétiques très appréciables. Buteur du pied gauche, droite, de la tête, le pensionnaire du stade TP Mazembe sort des gestes ve-



nus d'ailleurs quelques fois pour mettre les corbeaux sur le rail.

Muet lors du match des préliminaires face à Fosa Juniors, l'avant-centre a débuté la phase de groupe par un doublé contre Zamalek à Lubumbashi avant d'enchaîner avec un autre à Ndola face à Zesco United. En manque de réussite à Luanda contre Primeiro de Agosto, le fer de lance des Corbeaux donnera la victoire, synonyme de qualification, aux siens au stade TP Mazembe contre le club militaire de Luanda. D'un contrôle orienté et d'une frappe enchaînée, il s'offre les cantiques du temple de Badiangwena. Pas buteur lors de la 5<sup>ème</sup> journée devant Zamalek, il clôtura avec un doublé face à Zesco à Kamalando. Il aura l'occasion de reconforter sa place mais également de battre le record du vieux loup Trésor Mputu lors des prochaines rencontres des quarts de finale. Le Nigérian Stephen Worgu est le

recordman en une édition avec 13 buts.

Elu meilleur buteur (24 buts) et joueur du championnat national édition passée, le natif de Lubumbashi se pointe également en première ligne des buteurs de cette édition avec 9 réalisations. Ses grandes performances à la Katumbi Football Club, lui ont valu la progression rapide dans les sélections nationales des jeunes. International U17, U20 et puis U23 où il a sorti des grosses prestations durant les éliminatoires avant que la sélection soit disqualifiée, le jeune joueur a fini par passer chez les A' et enfin chez les A où il compte un but en deux sélections.

Cadre de la sélection A' qu'elle a conduite à la qualification à la phase finale du championnat d'Afrique des Nations (CHAN 2020), Jackson Muleka a convaincu plus d'un. Le prodige Englebertois s'est vu être sacré meilleur buteur et joueur du tournoi international du football du Congo (TIFOCO) remporté par les locaux en janvier dernier à Kinshasa. Il a pu attirer les yeux doux de certains clubs européens qui continuent de suivre ses sorties à la loupe. Outre les écuries belges, les turcs de Fenerbahçe et l'olympique de Marseille sont plusieurs fois cités comme les intéressés par le profil de Muleka qui est capable de jouer sur toute la ligne d'attaque mais aussi en soutien de l'attaquant de pointe.

Fonseca Mansianga

## AS VClub : Deux gardiens pistés comme adjoints à Nelson Lukong



Jackson Lunanga parti, l'AS VClub s'active déjà pour trouver un remplaçant de luxe à Nelson Lukong. L'indissoluble camerounais au club depuis 2008 est parti pour garder encore les cages des Dauphins Noirs, en tant que titulaire, mais il va falloir lui trouver une doublure, si pas deux.

De ce fait, l'AS Victoria Club a ciblé deux gardiens évoluant en dehors du pays. Le premier se nomme Landu MAVANGA. Cet international angolais d'origine congolaise est d'après des sources proches de Vita Club, invité par le staff technique, pour un essai, à la fin duquel il pourra s'engager avec les Moscovites, si bien sûr, il arrive à convaincre. Jecko PENZE est l'autre cible de Florent Ibenge. Comme le premier, lui aussi est attendu à Kinshasa dans les prochaines heures pour un test, à en croire nos sources.

L'AS VClub travaille en silence sur plusieurs dossiers. Le recrutement de la pépite du FC Renaissance, Lilepo Glody, est sur la bonne voie. L'attaquant du club Orange aurait déjà trouvé un accord avec le Club de Bestine Kazadi. Sa signature ne serait plus qu'une question d'heures. Officiellement, VClub n'a jusque-là recruté que Eric Kabwe, ancien attaquant de Lubumbashi Sport.

Footrdr.com

## Le PSG en demi-finale de c1 après 25 ans d'attente

Mercredi soir contre l'Atalanta, le PSG a brisé une malédiction qui durait depuis un quart de siècle.

C'est fini ! Le PSG a vaincu le signe indien. Au bout d'une traversée de désert qui n'a que trop duré, l'équipe de la capitale française a fini par retrouver les demi-finales de la Ligue des Champions. 25 ans après son succès contre Barcelone (1-1, 2-1), les Franciliens sont de nouveau sortis victorieux d'un quart de l'épreuve reine. Une qualification obtenue dans la douleur, mais ô combien savoureuse face aux Italiens de l'Atalanta (2-1).

La semaine prochaine, le PSG va tenter d'accéder à la première finale de C1 de son histoire. Pour le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'histoire, c'était le plus beau des cadeaux. Thomas Tuchel, le coach de l'équipe, a insisté dessus au coup de sifflet final : « Aujourd'hui, c'est le 50<sup>e</sup> anniversaire du club. Un match comme ça, puis une demi-finale après les quatre titres c'est historique. On n'oubliera pas de sitôt ».

Le PSG vise maintenant sa 1<sup>ère</sup> finale de C1

Parmi les clubs français, seuls Monaco (en 2004) et Marseille (en 1993) ont eu l'honneur de disputer une finale de Ligue des Champions auparavant. Le PSG espère donc intégrer ce club très fermé en prenant le dessus sur le vainqueur du duel entre Leipzig et l'Atletico, programmé jeudi. En attendant, ils vont être les premiers représentants français depuis Monaco (en 2017) à participer aux demies. En espérant évidemment ne pas attendre 25 autres années pour accéder de nouveau dans le Top 4 européen.

En plus d'avoir stoppé une série noire qui durait depuis le siècle dernier, le PSG a aussi réalisé un accomplissement inédit en dominant l'Atalanta. C'est la première fois que ce club se défait d'une équipe italienne en phase finale de Ligue des Champions. Auparavant, il y a eu six matches joués pour un bilan de quatre nuls et deux défaites. Une vraie délivrance ! foot365.fr

## Romelu Lukaku encensé par Conte et par la presse italienne

« Niente piu pazza inter », « plus jamais d'inter folle ». Antonio Conte l'avait promis au président des Nerazzurri Steven Zhang en début de saison mais a dû se rendre à l'évidence. Sa rigueur et son souci du détail n'ont pas métamorphosé l'ADN d'un club qui aime souffrir quand cela n'est pas nécessaire. Fidèle à ses principes, l'Inter a donc fait frissonner ses supporters jusqu'au bout lundi soir en quart de finale d'Europa League contre le Bayer Leverkusen (2-1).

Supérieurs aux Allemands, les Italiens ont produit énormément et gaspillé énormément en laissant le Bayer y croire jusqu'au bout. Pour s'en sortir lors des rares moments de détresse de la partie, les joueurs intéressés ont surtout pu compter sur un roc comme Diego Godin derrière et sur une bouée de sauvetage fondamentale comme Romelu Lukaku aux avant-postes.

Le Diable rouge est sans aucun doute l'homme du match. Auteur du 2-0, 'Big Rom' a été plus qu'un buteur lundi soir. Point d'appui fréquent pour offrir une solution à ses équipiers (49 touches de balles !), Lukaku s'est battu comme un lion pour gagner d'innombrables duels avec Tapsoba. Frappes au but, appels en profondeur, pres-

sing, fautes subies : le Diable rouge était au four et au moulin et a logiquement reçu les compliments de son entraîneur.

« Romelu réalise une très belle saison. Pour cela, il doit remercier l'équipe car ce groupe lui permet d'exprimer ses qualités comme il ne l'avait jamais fait auparavant », a commenté Conte, un coach qui ne renoncerait pour rien au monde à son attaquant, aligné 49 fois cette saison dont 45 en tant que titulaire.

Auteur de son 31<sup>e</sup> but toutes compétitions confondues, Lukaku a également séduit la presse italienne qui parle de lui comme un leader. « EuRomelu » titre le Corriere dello Sport qui parle de lui comme « le grand protagoniste du match qui a pris l'équipe sur ses épaules et l'a emmenée vers le succès ».

Même constat pour la Gazzetta dello Sport qui balance sa photo en première page et se réjouit que « le géant ait encore frappé ». « C'est important qu'il se repose bien en vue de la demi-finale », écrit le quotidien sportif italien qui lui a attribué le titre d'homme du match et une note de 7,5. « Il a martyrisé le pauvre Tapsoba et a catalysé sur lui toutes les actions offensives de l'équipe. Un Lukaku comme celui-là est intenable. » rtbf.be

# Combattants de l'UDPS tués: Human Rights Watch accuse

Le président Félix Antoine Tshisekedi a du pain sur la planche. Il devra prouver à suffisance qu'il s'est engagé résolument dans la restauration d'un Etat de droit en Rd-congo. Certes, le processus est long et ardu mais l'opinion nationale et internationale se montre impatiente compte tenu de la poursuite des pratiques répressives et rébarbatives que l'on constate dans le chef des forces de l'ordre dont certains éléments continuent à répondre aux instructions des dirigeants de l'ancien régime.

L'illustration la plus parlante est celle des massacres et autres exactions enregistrées lors de récentes manifestations contre l'entérinement frauduleux de Ronsard Malonda comme remplaçant de Corneille Nangaa à la tête de la Ceni. Ce jeu de lifting organisé par le bureau de l'Assemblée nationale a poussé le peuple congolais à se soulever pour descendre la rue. Ce droit consacré par la Constitution a été violé particulièrement au Katanga. Non seulement une chasse à l'homme a été organisée mais aussi un massacre ciblé a été perpétré contre des personnes identifiées comme membres du parti politique UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social). Les corps de quatre d'entre ces dernières ont été repêchés dans la rivière Lubumbashi au lendemain de la manifestation du 9 juillet 2020.

Human rights watch (HRW) qui accompagne les Ong locales de défense des droits de l'homme, appelle à une enquête crédible. « Les autorités de la République démocratique du Congo devraient en sorte qu'une enquête approfondie soit menée sur la mort de quatre membres du parti politique du président Felix Tshisekedi, qui ont apparemment été assassinés », recommande l'Ong internationale en précisant que ladite enquête devrait être exhaustive, indépendante, impartiale et inclure la vérification d'informations crédibles selon lesquelles d'autres personnes sont portées disparues et ont peut-être été victimes de disparitions forcées.

(Kinshasa) – Les autorités de la République démocratique du Congo devraient faire en sorte qu'une enquête approfondie soit menée sur la mort de quatre membres du parti politique du président Félix Tshisekedi, qui ont apparemment été assassinés.

Cette enquête devrait être exhaustive, indépendante et impartiale et inclure la vérification d'informations crédibles selon lesquelles d'autres personnes sont portées disparues et ont peut-être été victimes de disparitions forcées. Les enquêteurs devraient également vérifier des informations selon lesquelles les quatre hommes retrouvés morts avaient été détenus dans un bâtiment militaire à Lubumbashi, dans le sud du pays, à la suite d'une manifestation le 9 juillet 2020.

« La découverte macabre de cadavres jetés dans la rivière quelques jours après une manifestation politique constitue un avertissement glaçant au sujet de la liberté d'expression en RD Congo », a déclaré Thomas Fessy, chercheur principal sur la RD Congo chez Human Rights Watch. « Dans un contexte de vives tensions politiques, aucune piste ne doit être négligée et les autorités devraient poursuivre la recherche de la justice, où que l'enquête les mène. »

Le 8 juillet, des membres du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) de l'ancien président Joseph Kabila et des partisans de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) de Tshisekedi – qui font tous deux partie de la coalition au

pouvoir – se sont affrontés dans les rues de Lubumbashi. Le 9 juillet, des manifestations massives se sont déroulées dans plusieurs villes, en protestation contre la validation hâtive par l'Assemblée nationale d'un nouveau président à la tête de la commission électorale nationale. Plusieurs sources ont confirmé qu'au moins 16 personnes avaient été arrêtées et placées en détention dans une concession de la 22e région militaire à la suite des manifestations à Lubumbashi.

Le 12 juillet, le cadavre de Dodo Ntumba, 49 ans, a été retrouvé flottant sur la rivière Lubumbashi. Le 13, les corps de Mardoché Matanda et Héritier Mpiana, tous deux âgés de 18 ans, ont à leur été repêchés de la rivière. Le 3 août, les membres de la famille de Danny Kalambayi, 29 ans, ont reconnu son corps à la morgue, près d'un mois après l'avoir vu pour la dernière fois. Des témoins ont affirmé à Human Rights Watch que les quatre cadavres présentaient des traces de coupures et de mutilations, qui pourraient être le résultat d'actes de torture. Ils étaient tous membres du parti de Félix Tshisekedi.

Human Rights Watch s'est entretenu avec 39 personnes: membres des familles des victimes et de leur parti politique, avocats, activistes, responsables gouvernementaux et sources médicales, judiciaires et sécuritaires. Les sources ont confirmé que certains manifestants avaient été détenus par l'armée à la suite du rassemblement, mais on ignore encore leur nombre exact et ce

## Quatre corps ont été retrouvés après les manifestations politiques du 9 juillet



qu'il leur est arrivé. L'enquête devrait établir si les quatre hommes récemment retrouvés morts faisaient partie de ce groupe et si d'autres sont toujours portés disparus et ont été victimes de disparitions forcées, a déclaré Human Rights Watch. Elle devrait également expliquer de quel pouvoir légal les militaires étaient investis lorsqu'ils ont placé ces manifestants en détention.

Ces décès surviennent dans un contexte de répression croissante depuis le début de l'année, récemment documentée par Human Rights Watch. Les tensions politiques et l'insécurité sont également en hausse dans la province du Haut-Katanga, où les organisations de la société civile ont exprimé leur préoccupation à plusieurs reprises ces derniers mois. Bien des divisions politiques s'inscrivent dans une logique ethnique, ravivant les tensions entre natifs du Katanga et immigrés, et leurs descendants, de la région du Kasai.

Le Haut-Katanga est le fief historique du PPRD, tandis que celui de l'UDPS se trouve dans la région voisine du Kasai. Plusieurs personnes ont été blessées, certaines à coups de machette, dans les affrontements du 8 juillet, selon les organisations locales de défense des droits humains. Un responsable de la ligue des jeunes du PPRD, Pathy Zingi, surnommé « Pathy Benz », a démenti, dans un entretien avec Human Rights Watch, des allégations selon lesquelles il aurait fourni des machettes aux membres du parti.

Lors des manifestations du 9 juillet, la police a tué deux manifestants à Lubumbashi. De nombreux autres ont été blessés dans la mêlée. Des manifestations se sont également déroulées dans la capitale, Kinshasa, où au moins une personne a aussi été tuée. Des manifestants ont frappé à mort un agent de police tandis qu'un autre agent a été grièvement blessé.

Des proches de Matanda, qui avait participé à la manifestation du 9 juillet, ont affirmé à Human Rights Watch qu'étant sans nouvelles de lui

après le rassemblement, ils étaient allés à sa recherche et l'avaient retrouvé le 11 juillet, détenu dans un bâtiment de la 22e région militaire dans le quartier Golf. « Un militaire l'a appelé et il s'est levé », a affirmé un membre de sa famille. « Nous l'avons vu et avons vu les vêtements qu'il portait. Ils nous ont demandé 300 dollars [pour le libérer] mais nous n'avons pas une telle somme. » Des proches qui l'ont par la suite identifié à la morgue ont affirmé qu'il portait les mêmes vêtements que lorsqu'ils l'avaient vu en détention. Des photos que Human Rights Watch a pu voir révèlent un corps marqué de coupures, des ecchymoses au visage et, semble-t-il, des brûlures.

Les proches de Mpiana ont affirmé qu'il était allé à la manifestation le 9 juillet et n'était pas rentré. « Nous sommes allés à sa recherche dans les cachots de police, les hôpitaux et les morgues, mais nous ne l'avons pas trouvé », a déclaré son père, Germain Kazadi. « Il a eu la tête fracassée – ils ont dû le frapper à la tête comme s'ils voulaient tuer une chèvre – et ils lui ont coupé les oreilles. On lui a ouvert le ventre [lors de l'autopsie] pour vérifier s'il s'était noyé mais ce n'était pas cela. »

Des proches de Ntumba, lui aussi porté disparu après la manifestation du 9 juillet, et des membres de l'UDPS ont affirmé que son cadavre présentait des marques qui pourraient résulter d'actes de torture. « Nous avons vu des traces de brûlures, ses tétons avaient été coupés, ses oreilles arrachées et ses lèvres coupées », a affirmé le représentant local de l'UDPS, Bruno Tshibangu. « Il avait des cordes aux bras liés à un piquet. »

Les corps de Matanda, Mpiana et Ntumba ont été retrouvés près du pont de Tshondo, dans le quartier Gécamines.

Des sources confidentielles, qui ont lu les rapports d'autopsie de Ntumba et Mpiana, ont affirmé que ces rapports indiquaient que les

deux hommes étaient décédés de « mort violente », du fait de traumatismes résultant de coups et blessures, suggérant qu'ils avaient été tués de manière préméditée.

Human Rights Watch a également reçu des informations crédibles selon lesquelles d'autres personnes ayant participé à la manifestation du 9 juillet pourraient être encore portées disparues. Ces indices de possibles disparitions forcées devraient être vérifiés, et les témoins ou les membres des familles qui se feraient connaître devraient bénéficier d'une protection. Les forces de sécurité congolaises devraient rendre publique les listes complètes des personnes arrêtées après la manifestation et de celles qui ont été remises en liberté.

Le gouverneur de la province du Haut-Katanga, Jacques Kyabula, membre du PPRD, a déclaré par téléphone à Human Rights Watch que son bureau avait saisi la justice pour l'ouverture d'une enquête après la découverte des corps. « Je ne sais pas s'il y a encore des disparus », a-t-il dit. « Nous attendons les conclusions de l'enquête [ouverte le 13 juillet]. »

Conformément aux obligations de la RD Congo découlant du droit national et international en matière de droits humains, l'enquête devrait être capable d'établir les circonstances ayant entouré les décès de ces quatre hommes, notamment s'ils sont morts à la suite de tortures ou d'autres mauvais traitements lorsqu'ils étaient en détention. Selon le droit congolais, les militaires ne sont pas habilités à détenir des civils dans des locaux de l'armée à moins qu'ils soient impliqués dans une infraction à caractère militaire.

« Ces meurtres semblent s'inscrire dans une escalade alarmante des rivalités politiques au sein de la coalition au pouvoir », a affirmé Thomas Fessy. « Le sort de ces quatre hommes, ainsi que celui des personnes qui seraient toujours portées disparues, devraient faire l'objet d'une enquête approfondie et les responsables devraient être identifiés et poursuivis dans le cadre de procès équitables. »

hrw.org/fr